

## Déclaration des forces politiques progressistes et écologistes du bassin méditerranéen et au-delà

A Tunis, le 29 mars 2015, au lendemain de la 10ème édition du **Forum Social Mondial**, s'est tenu à l'initiative du **Front Populaire tunisien** une première rencontre des forces politiques progressistes et écologistes du bassin méditerranéen et au-delà.

Cette rencontre, où étaient présents plus de 100 militantes et militants, représentant 12 pays et 23 organisations politiques et plusieurs parlementaires, a permis d'échanger sur nos expériences et d'avoir un riche débat qui a permis de vérifier un accord profond sur les sujets suivants :

- Le rappel du principe du droit universel à la circulation des personnes, le rejet des politiques répressives contre les migrants qui, dans des zones frontalières comme la Méditerranée, produisent des drames quotidiens.
- Le soutien aux luttes sociales et syndicales.
- L'annulation des dettes illégitimes, illégales et insoutenables, le soutien à la construction d'audits citoyens, le rejet des accords de libre-échange et des politiques d'austérité, au Sud comme au Nord, qui sont menées notamment au bénéfice des multinationales.
- Le soutien aux luttes de libération dans le monde et la réaffirmation du droit des peuples à l'autodétermination, notamment, le droit du peuple palestinien à la lutte contre l'occupation sioniste pour libérer son territoire national et édifier un Etat indépendant et viable.
- La lutte contre le racisme et le sexisme pour une véritable égalité des droits.
- L'opposition à toute intervention étrangère, notamment étrangère, dans les processus de luttes populaires contre les régimes dictatoriaux et corrompus.
- L'importance à donner aux dimensions écologistes, le droit à l'accès à l'eau comme les luttes contre les gaz de schiste ou pour la justice climatique, ainsi que la souveraineté alimentaire.
- La lutte pour la démocratie, contre le salafisme et toutes les formes de fondamentalisme religieux et la lutte incluant les droits fondamentaux démocratiques et sociaux qui doivent s'appliquer à tous, et en particulier aux femmes et aux jeunes,
- La nécessité de tirer les leçons et de soutenir les transformations politiques en cours, avec un premier bilan des expériences issues des révolutions arabes et celles, plus récentes, de *Syriza* en Grèce ou de *Podemos* en Espagne.

Partant de la conviction que notre rencontre ne doit pas rester sans lendemain, nous déclarons solennellement notre volonté de travailler ensemble sur les questions que nous venons de lister et nous proposons d'établir un réseau d'échanges qui a pour ambition de s'élargir et de nous fixer un nouveau rendez-vous en décembre 2015, à Paris, à l'occasion des mobilisations citoyennes lors de la COP 21.\*

Tunis, le 29 mars 2015

\*COP21 : conférence des parties à la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques